



Ivry-sur-Seine, le 11 février 2016

Agenda social de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : Où est la volonté d'aboutir ?

L'avancée des travaux de l'Agenda social est particulièrement décevante. Les perspectives d'amélioration pour les personnels sont bien trop incertaines lointaines voire inexistantes.

Signataires d'un protocole d'accord sur l'agenda social en février 2014, l'UNSA Éducation et ses syndicats n'ont eu de cesse de demander que s'ouvrent rapidement les discussions prévues.

Il a fallu attendre novembre 2015 pour qu'enfin débutent les premiers groupes de travail.

Malheureusement, en faisant le choix d'associer l'ensemble des organisations même celles qui n'avaient pas signé le protocole le gouvernement n'a rien facilité. L'UNSA Éducation a quand même participé à ces réunions avec l'envie d'obtenir des éléments concrets pour améliorer les conditions de travail et de carrière de nos collègues.

Pour autant, à ce jour nous ne pouvons que faire le constat de l'absence d'avancées concrètes. Déjà 7 réunions dans le cadre de cet agenda pour en arriver ... à un calendrier de cinq nouvelles dates qui nous amèneront au mois de mai. On nous annonce pour ces nouvelles réunions quelques guides de bonnes pratiques et beaucoup de bilans qui permettront de réfléchir à la suite.

Pour l'UNSA Éducation, il faut des éléments plus concrets et des propositions réelles pour les agents sur les questions de carrières, de mobilité, de formation. Les bilans sont certes importants, mais il est temps d'avancer. Nous espérons qu'il n'est pas trop tard pour le faire.

En ne s'impliquant pas dans le dispositif, le cabinet du secrétaire d'état à l'enseignement supérieur et à la Recherche a montré le peu d'intérêt qu'il portait à ces discussions. Lancer parallèlement des groupes de travail sur la simplification de l'enseignement supérieur et de la Recherche ne fait que renforcer ce sentiment.

Le dialogue social nécessite un engagement politique fort pour aboutir. Nous n'en sentons pas la volonté actuellement.

L'UNSA Éducation, qui a toujours fait le choix de porter un syndicalisme constructif pour obtenir des avancées se pose aujourd'hui la question de l'intérêt de sa participation aux réunions de l'agenda social.